

INTERVIEW - ABONNÉS





Lubrizonl : «La population a été submergée d'informations inutiles ou incompréhensibles»

Par Sylvain Mouillard et Anaïs Moran — 26 novembre 2019 à 07:42



Banderole au niveau du barrage qui empêche l'accès à Lubrizonl, le 22 octobre à Rouen. Photo Martin Colombet pour Libération



 PARTAGER	 TWEETER
	



La lettre politique
de Laurent Joffrin

Recevez tous les jours le billet politique de Laurent Joffrin

APRÈS CET ARTICLE



Lubrizonl : «La population a été submergée d'informations inutiles ou incompréhensibles»

Par Sylvain Mouillard et Anaïs Moran — 26 novembre 2019 à 07:42

Pour l'expert Frédéric Poitou, qui travaille depuis deux mois sur les conséquences de la catastrophe industrielle survenue à Rouen le 26 septembre, «les autorités ont communiqué plus qu'informé».

- Lubrizonl : «La population a été submergée d'informations inutiles ou incompréhensibles»

Frédéric Poitou, chimiste et expert judiciaire européen, travaille depuis deux mois sur les conséquences de la catastrophe industrielle de l'usine Lubrizonl, à Rouen. Sollicité par l'avocate Corinne Lepage, qui défend l'association *Respire*, il se charge d'éplucher les milliers de documents d'analyses et de prélèvements et tente de fournir des éléments à l'ancienne ministre de l'Environnement.

Quelles leçons tirez-vous de la manière dont ont été réalisées les mesures de la pollution liée à l'incendie ? Plusieurs milliers d'analyses ont été faites, via la Dreal et l'Ineris (1), par des laboratoires tout à fait sérieux. Je n'ai aucun doute là-dessus. En revanche, pour les constituants les plus toxiques, à savoir les Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et les dioxines, les résultats qui ont été communiqués sont, à mon sens, inexploitable. Les HAP sont des produits volatils qui se dispersent, se dégradent et disparaissent de l'atmosphère très rapidement, mais les mesures n'ont été réalisées que plus de quarante-huit heures après la catastrophe, ce qui me semble vraiment trop tardif. D'ailleurs, on retrouve dans les analyses de l'Etat très peu d'HAP. C'est juste impossible. Quand on fait une analyse d'un feu de forêt, on voit énormément d'HAP, même si ça se disperse assez vite. Dans cette affaire, on a un incendie qui en a concentré beaucoup plus et on détecte trois fois rien.

Quid des dioxines ?

Ce sont des produits extrêmement toxiques – cancérigènes, tératogènes –, pour lesquels les mesures ont été réalisées en surface, avec des lingettes servant à ramasser les suies. La méthodologie utilisée pose question

car les valeurs exprimées ont été rendues en mètre carré, alors que les normes internationales qui existent déjà sur le sujet sont exprimées en volume, en mètre cube donc. A ce jour, il n'existe malheureusement aucune conversion qui permette de rapporter et de comparer ces mesures les unes aux autres. Pour Lubrizol, on se retrouve dans l'incapacité de connaître la proportion relative des dioxines générées par l'incendie. Les informations transmises à la population n'étaient pas à la hauteur de l'enjeu ?

En fait, on a été submergé d'informations, parmi lesquelles 95% sont inexploitables, inutiles, incompréhensibles, ou non raccordées à des normes en vigueur. Les autorités ont communiqué plus qu'informé. Il s'agissait d'une communication erratique, visant à parer au plus pressé. Il y a eu plusieurs paroles officielles, du Premier ministre à la ministre de la Santé, en passant par la préfecture de Seine-Maritime... sauf que ces paroles n'étaient pas concordantes [lire notre chronologie, ndlr]. Il n'y a pas pire pour semer le doute. On a aussi été abreuvés, notamment par Lubrizol, de milliers de pages d'analyses absolument inutiles, ce qui a permis de faire plancher les experts sur du vent et de les occuper pendant quelques jours, le temps que l'émotion retombe un peu. La population a été saoulée d'éléments inutiles. Or, quand les gens s'en rendent compte, ils sont encore plus inquiets et en colère qu'avant.

Sur quels points les lacunes sont-elles les plus importantes ?

Le premier état des stocks communiqué par Lubrizol, pour commencer. Franchement, c'était n'importe quoi, ils ont publié un document avec des termes génériques, mais sans donner de noms chimiques. Puis, l'entreprise a transmis les fiches commerciales de ses stocks, alors que les scientifiques raisonnent avec les numéros CAS [numéro d'enregistrement unique auprès de la banque de données du Chemical Abstracts Service, une division de l'American Chemical Society, ndlr]. Il a fallu leur tirer les vers du nez pour obtenir les fiches de données de sécurité normalisées et comprendre ce qui avait vraiment brûlé. Autre souci : on n'a toujours pas pu identifier les odeurs très âcres qui dérangent encore aujourd'hui les habitants de l'agglomération et s'avèrent épouvantables aux abords du site. Je ne sais pas pourquoi on ne lève pas le voile sur leur origine. Si c'était du mercaptan, qui dégage une odeur d'œuf pourri et qui n'est pas très toxique, on le saurait déjà. L'hypothèse probable est celle de résidus de combustion de phosphore, ce qui peut être très toxique. Mais pour le moment, on n'en a aucune preuve.

Ce qui marque dans cette catastrophe, c'est l'ampleur des incertitudes, deux mois après...

Il manque notamment les résultats des femmes qui congelaient leur lait maternel avant la catastrophe. Cela a une valeur exceptionnelle en termes scientifiques car on va disposer des deux échantillons : pré et post-incendie. Le lait maternel, du fait qu'il contient beaucoup de graisse, concentre les dioxines donc on va voir la réalité. Par ailleurs, le rapport de l'expert indépendant auprès du tribunal administratif devrait être connu, on l'espère, avant Noël.

(1) Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ; Institut national de l'environnement industriel et des risques.